

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0919 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

31 Décembre 2015 - 4^e trimestre ++

n° 140



Sommaire

P. 2 Abroger l'arrêté de 1950 → appel

Dissolution de l'association étrangère dite Amicale des Anciens F. F. I. et résistants espagnols.

Le ministre de l'intérieur,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté en date du 7 mai 1946 portant autorisation de l'association étrangère dite Amicale des Anciens F. F. I. et résistants espagnols, dont le siège central est à Toulouse, 1, place Jeanne-d'Arc, est abrogé.

Art. 2. — Sont également rapportés les arrêtés susvisés concernant les sections de cet organisme dont les sièges sont respectivement à Bordeaux, 5, place Camille-Pelletan; Montpellier, 5, rue Raoux; Saint-Florentin-Niort, 9, rue Berni.

Art. 3. — Sont déclarées nulles toutes les autres sections qui ladite association possède sur le territoire national.

Art. 4. — Les dirigeants de l'association dissoute doivent procéder à la liquidation des fonds, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la présente décision.

Art. 5. — Le préfet de police et les préfets des départements sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 octobre 1950.

HENRI QUEUILLE.

P. 2 Au sujet des camps de concentration de Rivesaltes et du Vernet d'Ariège

P. 3 Damien MAGNAVAL, brigadiste

P. 3 Pour servir l'Histoire, le CIIMER avance

P. 3 Quatrièmes rencontres du CIIMER : camps de concentration de Ruelle et d'Angoulême

75^e anniversaire du 1^{er} convoi de déportés
70^e anniversaire de la libération des camps
75^e anniversaire du décès de Manuel AZAÑA

P. 3 Clemente HERRERO, bientôt 100 ans

P. 4 Mémorial du camp de Rivesaltes : corriger erreurs et lacunes

P. 5 Mémorial du camp de Rivesaltes : réunir les compétences

P. 5 Pourquoi Pétain voulut-il renommer les camps de concentration français ?

P. 6 Mélanie BERGER, toujours résistante

P. 6 Santa Cruz de Moya : haut-lieu des maquis d'Espagne

P. 6 Conrad MIRET, hommage continu

P. 6 Cornellà de Llobregat : haut-lieu de la lutte antifranquiste

P. 6 Lluís COMPANYS, 75^e anniversaire...

P. 7 Prayols : nouvelle stèle

P. 7 Virgilio PEÑA, un siglo ejemplar

P. 7 Tam-et-Garonne : marque de respect

P. 7 Málaga : la prison, lieu d'histoire

P. 7 Madrid : les temps changent

P. 8 Disparitions :

Antonio LARROY

Mariano RAMI

José ALONSO ("Robert")

P. 8 Prendre la relève des vétérans :

rejoindre / soutenir l'AAGEF-FFI

2016 : sigue el combate

1936, février : le *Frente Popular* emporte les élections en Espagne. 1936, mai : le *Front Populaire* gagne aussi en France. 1936, juillet : la République espagnole est agressée par ses propres fascistes, soutenus par Hitler, Mussolini, Salazar : la 2^e Guerre Mondiale commence.

Dès 1941, des Espagnols combattent à Paris. En 1942 naît le *XIV Cuerpo de Guerrilleros Españoles en Francia*, devenu en mai 1944 *Agrupación de Guerrilleros Españoles* (bras armé de la *Unión Nacional Española*) intégrée aux *Forces Françaises de l'Intérieur*. En mai 1945, les anciens guérilleros forment l'"*Amicale des Anciens F.F.I. et Résistants Espagnols*", déclarée en 1946 (ci-contre, bulletin de 1947).

por la Libertad,
por la Democracia, por la República

Elle est dirigée par les généraux FFI Luis FERNÁNDEZ et Joan BLÁZQUEZ, et d'autres officiers espagnols de la Résistance, pour beaucoup déjà décorés de la Légion d'Honneur à titre militaire.

Naturellement, les anciens guérilleros se soucient du rétablissement de la République en Espagne, ce qui inquiète Franco. Le 7 octobre 1950, le ministre de

1950, la sinistre "Opération Boléro-Paprika"

Le 7 septembre 1950 ; 177 Espagnols et 111 autres étrangers sont arrêtés, un peu partout en France, pour raisons politiques*.

Sans jugement, ils sont déportés vers la Corse, l'Algérie, "les frontières de l'Est". Simultanément, des associations étrangères, communistes ou présumées telles, sont interdites ainsi que leurs publications. Un mois plus tard, l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols* est frappée.

* A ce sujet, on peut consulter le bulletin AAGEF n° 100 du 31 décembre 2005, p. 10-11 (sur internet, il suffit de requérir : "guérilleros n° 100").

SAMEDI 12 MARS 2016

10^e MARCHÉ depuis la Gare de BORREDON jusqu'au camp de concentration de SEPTFONDS

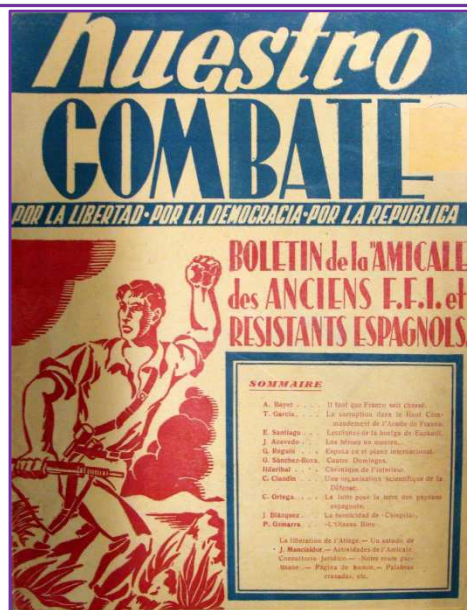
Renseignements : <http://www.mer82.eu>

A réserver aussi ! journée festive

PRINTEMPS 1936,
ESPAGNE : L'ESPOIR

Grande salle de MONTALZAT (82)

SAMEDI 16 AVRIL 2016



l'intérieur Henri Queuille dissout leur association, en dépit du sang versé. Il est temps de réparer cette injustice.

Lancé voici quelques jours, l'appel publié en p. 2 a déjà recueilli l'appui d'une quinzaine de parlementaires, une trentaine de maires, des élus départementaux et régionaux, des présidents d'associations. Merci de nous aider à l'élargir début 2016.

Chers amis, l'AAGEF-FFI vous présente ses meilleurs vœux pour 2016.

En 2015, plusieurs de nos vaillants militants ont disparu. Quoique présents dans nos cœurs, ils nous manquent cruellement.

Sur leur exemple, il convient de perpétuer l'AAGEF-FFI, qui continue l'Amicale de 1945-50, au service de l'Histoire des résistants espagnols : leurs actes, leurs idéaux.

Chers lecteurs, nous vous appelons à soutenir cette noble action, éventuellement en y prenant place (bulletin d'adhésion : p. 8).

La cotisation est fixée à 25 € dont 12 pour la réalisation et la diffusion du présent journal. Ami ou adhérent, les dons sont bienvenus pour équilibrer nos charges, liées au développement de nos activités et de nos publications. Merci de votre implication.

Les chèques sont à établir à l'ordre : AAGEF-FFI. Pour un traitement accéléré, écrire à : Jacques Galvan, 58 chemin Pigeron lot n°3, 31660 Buzet sur Tam. Bienvenue à vous.

Le trésorier de l'Amicale, Jacques Galvan

Pour un geste de réparation envers les Républicains espagnols résistants

Le 7 octobre 1950, un arrêté du ministre de l'intérieur, Monsieur Henri QUEUILLE, prononçait la dissolution de l'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*.

En 1976, juste après le décès du général FRANCO, les anciens combattants espagnols survivants ont pu se regrouper sous le nom de : *Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur* (AAGEFFI), mais le préjudice moral et politique persiste.

Depuis 2 ans, l'AAGEF-FFI demande aux autorités gouvernementales que l'arrêté de dissolution du 7 octobre 1950 soit rapporté. Sa démarche a été relayée auprès de Monsieur le premier ministre Manuel VALLS, par Jean-Pierre BEL (alors Prés. du Sénat), par Marie-Georges BUFFET (députée, ancien ministre) et par Valérie RABAULT, députée et rapporteur général du budget de l'État.

Comme eux, nous estimons que rapporter cet arrêté ne serait que justice au regard de la contribution des Républicains espagnols à la Résistance en France, qu'il convient de mieux faire connaître et reconnaître.

Premiers soutiens (31 décembre 2015)

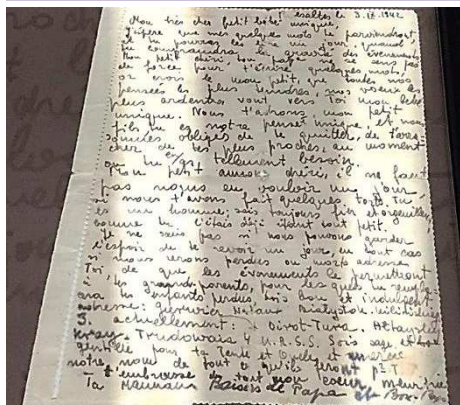
ADIVEZE Roger Maire d'Alairac (11) ; AGUILAR Dominique Maire de Tonnerre (89) ; ALLABERT Emilie Maire-adjoint de Lavelanet (09) ; ALLAER Véronique Cons. municipale de Castelnaud-sur-l'Auvignon (32) ; ÁLVAREZ Benoît Maire de Montgailhard (09), Cons. dép. de l'Ariège ; AMIRSHAHI Pouria Député des Français de l'étranger ; ANIORT Yves Maire de Granès (11) ; BANQUET Régis Maire d'Alzonne (11), Prés. du Conseil communautaire Carcassonne Agglo ; BEL Jean-Pierre Ancien Président du Sénat ; BERNEDE Jean-Luc Maire-adjoint de Saint-Hilaire (11) ; BOISON Maurice Maire de Castelnaud-sur-l'Auvignon (32) ; BUFFET

Marie Georges Députée de Seine Saint-Denis ; CABANNE Raymond Maire de Ladern sur Lauquet (11) ; CANDELIER Jean-Jacques Député du Nord ; CARBONNEL Jean-Louis Maire de Saint-Hilaire (11) ; CASTÉRA Edgard Prés. dép. de l'ANACR Gers ; COLOMÉ Antoine Premier adjoint au Maire du Vernet d'Ariège ; COMBIS Didier Maire de Magrie (11) ; COURTEAU Roland Sénateur de l'Aude ; CUBELLS Raymond Prés. de l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège ; DARMIAN Jean-Marie Vice-prés. du Conseil dép. de la Gironde ; DENOUVION Victor Cons. dép. de la Hte-Garonne ; DOUCET Sandrine Députée de la Gironde ; DUBIÉ Jeanine Députée des Hautes-Pyrénées ; DUPRÉ Jean-Paul Député de l'Aude, Maire de Limoux (11) ; FABRE Marie-Hélène Députée de l'Aude ; FAURÉ Alain Député de l'Ariège ; FERNANDEZ Martine Maire-adjointe de Saint-Hilaire (11) ; FLORENSA Jean Manuel Écrivain, metteur en scène ; GARCIA Antoine Prés. dép. du Souvenir Français Ariège ; GARINO Henry Vice-prés. du Conseil Régional de Languedoc Roussillon ; GEAY Alain Prés. du Réseau Victoire, Délégué. pour le Gers de la FMD, Vice-prés. du Bataillon d'Armagnac (ancien cons. rég. Midi-Pyrénées) ; GIRAL Héléne Vice-prés. du Conseil Régional de Languedoc Roussillon, Maire-adjointe de Castelnaudary ; GLAVANY Jean Député des Hautes-Pyrénées ; GOS Paul Prés. dép. de l'ANACR Ariège ; GRASA Michel Maire du Vernet d'Ariège ; GRAUPERA Isabelle Cons. municipale de Lavelanet (09) ; HORTALA Jacques Maire de Couiza (11), Prés. de la Communauté de Communes ; HOUSSET Jean Prés. dép. de l'ANACR Gironde ; KEYSER Marie-Antoinette Vice-prés. dép. de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation Ariège ; JOVIADO Gilles Maire de Buzet-sur-Tarn (31) ; LABATUT Alain Maire de Brugairolles (11) ; LAURET Bernard Maire de Montolieu (11) ; LEPINE Serge Maire de

Camplong (11) ; LESPADE Jean-Marc Maire de Tarnos (40), Cons. dép. des Landes ; LÓPEZ Augustin Prés. de Iberia y Cultura Ariège ; LORCA Raymond Cons. municipal de Lavelanet (09) ; LUCAS Yvette Ancienne prés. du Comité Toulousains pour l'Espagne ; MARETTE Louis Maire de Mazères (09) ; MARTINEL Martine Députée de Hte Garonne ; MAUGARD Patrick Maire de Castelnaudary (11) ; MEDINA José Vice-prés. de l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège ; MEJEAN Claudie Maire de Bram (11) ; MERCADER Saulo Peintre-sculpteur ; MILIAN-KARNER Ámparo Ancienne prés. de l'Association d'Entraide des Victimes et Orphelins de Guerre Aude ; MIRASSOU Jean-Jacques Vice-prés. du Conseil dép. de Hte-Garonne (ancien sénateur de Hte-Garonne) ; MIREMONT Jean Prés. de l'ANACR Tarnos (40) ; MOLHERAT Michel Cons. dép. de l'Aude, Prés. dép. de l'ANACR Aude ; MORAIN Bernard Maire de Joigny (89) MOUDENC Jean-Luc Maire de Toulouse (31) ; OOGHE Jean Prés. dép. de l'ANACR des Landes (ancien sénateur et cons. gén. de l'Essonne, maire de Ste Geneviève des Bois) ; PÉREZ Jean-Claude Député de l'Aude ; RABAULT Valérie Députée du Tarn-et-Garonne ; REBELLE Christian Maire de Montréal, (11) ; REVOL René Maire de Grabelle (34) ; ROY Jackie Maire-adjoint de Lavelanet (09) ; SÁNCHEZ Marc Maire de Lavelanet (09), Cons. dép. de l'Ariège ; SENTIS Georges Prés. dép. de l'ANACR Pyrénées Orientales ; SERIÉ Guy Maire de Villebazy (11) ; SERRES Jean Écrivain ; SOLER Jean-Michel Maire-adjoint de Saverdun (09), Cons. dép. de l'Ariège ; VIEU-CHARIER Catherine Maire-adjointe de Paris (Mémoire et Monde Combattant) ; VIOLA André Prés. du Conseil départemental de l'Aude.

Pour se joindre à cet appel, exprimer son accord à : aagef@free.fr ou à : AAGEF-FFI, 27 rue Émile Cartailhac, 31000 Toulouse

Les camps de concentration français, antichambres des camps d'extermination



Mémorial du camp de Rivesaltes, 16 octobre 2015
A gauche : Édouard Drommelschlager.
Entre lui et Manuel Valls, de face : Serge Klarsfeld.

Ci-contre, lettre d'adieu écrite le 3 septembre 1942 au camp de Rivesaltes par Lusya GURWICZ-DROMMELSCHLAGER à son fils Édouard, âgé de 2 ans. Le lendemain elle est transférée à Drancy avec son mari Raphaël. Juifs, ils habitent Anvers au début de la guerre et se réfugient en France. Édouard naît à Toulouse le 22 mai 1940. Début juillet, la famille s'installe à Llo dans les Pyrénées Orientales. C'est là qu'ils sont rafles le 26 août 1942. À l'arrivée des gendarmes français, Lusya a le courage de cacher son fils chez la voisine. Les époux sont déportés à Auschwitz-Birkenau le 11 septembre 1942, où ils sont assassinés.

En 2008, Édouard, qui vit à Toulouse, a fondé l'« Association des anciens Internés juifs du camp de concentration de Rivesaltes et leurs familles ».

L'extraordinaire lettre de sa mère est maintenant exposée à Rivesaltes : « Mon très cher petit bébé unique, j'espère que mes quelques mots te parviendront, et tu pourras les lire un jour quand tu comprendras la gravité des événements... ».

Le 16 octobre 2015 il a présenté cette lettre à Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem.



La Commission Régionale du Patrimoine et des Sites de Midi-Pyrénées a tenu une réunion-clé le 1^{er} décembre à Toulouse. Côte à côte, l'« Amicale des anciens internés politiques et résistants du camp de concentration du Vernet d'Ariège » (fondée fin 1944, membre du CIMMER), présidée par Raymond Cubells, et la mairie du Vernet dirigée par Michel Grasa (membre de l'association), ont plaidé pour l'inscription du Cimetière, du Parc Mémoirel, de la Gare et autres vestiges à l'*Inventaire des Monuments Historiques et des Sites*.

En attendant la décision du préfet, félicitons l'association, pour sa pugnacité à porter cette demande, et la mairie pour son exemplaire solidarité.

Le 15 février 2016, à Aix-en-Provence, à l'invitation de l'Université Populaire, Henri Farreny présentera une conférence : « Les Républicains espagnols dans les camps de concentration français – Réalité historique à connaître et reconnaître ».

Damien Magnaval une voix jamais éteinte

Récit biographique de **Paloma León**, préface de **Claire Rol-Tanguy**, Éditions Les Monédières, Brive, 159 p. 17 €.

Voici près de 80 ans, la Guerre d'Espagne fait rage, de jeunes Français s'engagent dans les **Brigades internationales**. **Damien MAGNAVAL**, fils d'agriculteurs corréziens, monté à la capitale comme carrier puis taxi, est de ceux-là. Responsable des "Cochers-Chauffeurs CGT de la Seine", il épouse la cause de la République et s'enrôle dans les Brigades internationales. Il atteint clandestinement les rives de l'Èbre où il meurt au combat le 22 septembre 1938.

Grâce à une riche documentation conservée par la famille de Damien et de nombreuses recherches, Paloma León, née à Tulle, fille de républicains espagnols, enseignante, traductrice et poète, retrace la vie étonnante de ce Corrèzien engagé.

Au service de l'Histoire, le CIIMER va de l'avant

◆ La quarante-huitième association qui a souhaité (2015) rejoindre le CIIMER est l'**Institut CGT d'Histoire Sociale de la Haute-Garonne**, présidé par Jean-Pierre Barboni.

◆ Décidée dans son principe dès l'achat de la Gare de Borredon, la vente du wagon-lit (présent sur le site sans rapport avec le camp de Septfonds) est en très bonne voie.

◆ Le **Conseil de Pilotage du CIIMER**, présidé par Carmen Negrin, se réunira en Gare de Borredon le 13 mars 2016.

Clemente HERRERO PÉREZ, bientôt centenaire

Mon oncle, **Clemente HERRERO PÉREZ**, né en 1916 à Montejo de Arévalo (Segovia), aura 100 ans le 5 mars prochain.

La guerre le surprend à El Espinar (Segovia). Excellent connaisseur de la Sierra entre les provinces de Ségovie et Madrid, il rejoint à pied, avec deux de ses frères, l'Armée Républicaine à Peguerinos (Ávila) où il s'enrôle, fidèle à ses idéaux de justice sociale, sous les ordres de l'italien **Fernando DE ROSA LENCINI**, au sein du *Batallón Octubre n°11*, de la *30^e Brigade Mixte*. A Peguerinos, il pourrait avoir rencontré **Fernando MACARRO CASTILLO**, plus tard connu comme **Marcos ANA**, le poète, engagé ici à la même époque, avec à peine 16 ans et demi.

A la mort du brigadiste italien à Cabeza Liñar (Sierra de Guadarrama), en septembre 1936, il combat auprès du lieutenant **José María GALÁN RODRÍGUEZ** et du commandant **Manuel TAGUEÑA LACORTE**, dont il devient un des gardes du corps. Il participe aux batailles de Teruel, Morella, l'Ebre (Tortosa). L'un de ses frères, Saturnino est tué.

Passé en France par Port-Bou, enfermé au camp d'Argelès-sur-Mer, il est ensuite enrôlé dans la 112^e CTE et dirigé sur la ligne Maginot, à Charleville. En 1941-1942 il travaille à la *Société Métallurgique du Périgord* à Fumel (Lot-et-Garonne), puis est envoyé

à la base sous-marine de Bordeaux. En mai 1943, alors qu'il est bûcheron dans les Landes, les Allemands l'arrêtent et l'emprisonnent à la Citadelle de Bayonne. Au bout d'un mois et demi il est à nouveau réquisitionné par l'*Organisation Todt*.

Actuellement, mon oncle vit seul à Anglet, où il jouit d'une excellente santé pour son âge et d'une mémoire extraordinaire.

Luis Zornoza Herrero (de Madrid)

Clemente est membre d'honneur de l'AAGEF des Pyrénées-Atlantiques. ¡Próspero Año Nuevo, compañero!



4^{es} Rencontres du CIIMER :

"Camps de concentration de France et d'ailleurs"

Les *Rencontres du CIIMER* (Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne républicaine, union d'associations de France, Espagne, Belgique, Maroc) font événement chaque année en Tarn-et-Garonne. Elles sont devenues une manifestation de référence pour la connaissance des camps de concentration.

Le centre de gravité des *Rencontres* est la Gare de Borredon (Montalzat) qui alimenta en 1939-1944 le camp de Septfonds. Elles se tiennent chaque année autour de la date anniversaire de la mort du président **Manuel AZAÑA** (3 novembre 1940).

Précédemment, les *Rencontres* ont accueilli conférences, expositions, films, sur les camps de concentration français et allemands en général, sur les camps de **Gurs**, **Le Vernet d'Ariège**, **Mauthausen**, **Montreuil-Bellay**, **Rivesaltes**, **Septfonds** en particulier.

Vendredi 30 octobre et samedi 31 octobre, l'association charentaise APFEFF a présenté deux

très instructives expositions (de documents et d'objets) relatives aux camps de concentration de **Ruelle** et d'**Angoulême**. Cette association, s'appuyant sur le remarquable travail d'Alain Léger, a décisivement contribué à la mise en lumière du **premier convoi de déportation de civils depuis l'Europe occidentale vers les camps du Reich : 927 Espagnols furent embarqués le 20 août 1940** d'Angoulême vers Mauthausen*.

Or cette année 2015 marquait à la fois le

75^e anniversaire du départ de ce 1^{er} convoi et le

70^e anniversaire de la libération des camps nazis.

A Borredon, Gregorio Lázaro, président de l'APFEFF, a décrit les activités de celle-ci. Au cinéma de Caussade, il a animé la discussion autour du film de Montserrat Armengou : «Le Convoi des 927».

Dimanche 1^{er} novembre, à l'occasion du

75^e anniversaire de la mort de Manuel Azaña,

un rassemblement avait lieu devant le *Collège Manuel Azaña* à Montauban, accueillant des délégations espagnoles venues de Madrid, Burgos et San Sebastián (Donostia). Un cortège s'est rendu jusqu'à la tombe du président, devant laquelle la petite-fille de **Juan NEGRÍN**, Carmen, présidente du *Conseil de Pilotage du CIIMER* a pris la parole : **AZAÑA-NEGRÍN**, instant d'une grande signification symbolique.

Un banquet républicain s'est déroulé ensuite à l'ancien *Hôtel du Midi*, où le président avait résidé jusqu'à sa mort, sous la protection de la *Légation du Mexique*. L'après-midi s'est poursuivie à Caussade avec la projection de : *Carta a María*.

Du vendredi au dimanche, les interventions musicales et poétiques de Didier Lázaro et du *Chœur des Fils et Filles de Républicains Espagnols* animé par Tony Martínez, ont enrichi les divers volets des *Rencontres*. Un spectacle coloré de danses tziganes a été présenté par l'association *Fraïda an Maro Dji*.

* Dans *Les Indésirables - L'histoire oubliée des Espagnols en pays charentais*, (Le Croît vif, 2000), Alain Léger a établi minutieusement la liste précise et complète des 927 déportés.



De droite à gauche : Gregorio Lázaro (président de l'association charentaise APFEFF), Tony Martínez (président du Comité d'Animation du CIIMER), Didier Lázaro (un des artistes-animateurs de l'APFEFF), Carmen Negrín (présidente du Conseil de Pilotage du CIIMER). José González (vice-président du Comité d'Animation du CIIMER)

Mémorial de Rivesaltes : pour corriger erreurs et lacunes, réunir les compétences, sans exclusive

Le Mémorial du Camp de Rivesaltes a été inauguré dans de très mauvaises conditions les 16 et 19 octobre, avec 2 groupes restreints d'invités successifs. L'Indépendant s'est fait l'écho de nombreuses protestations émanant du milieu associatif représentant les ex « internés » espagnols, juifs, tsiganes, harkis...

Par exemple, le 21 octobre, il titrait : « Un ancien interné du camp refusé à l'entrée » et expliquait :

« Charles Lastmann, 80 ans, ne décolère pas après avoir été laissé plusieurs heures à la porte du mémorial de Rivesaltes... [il] n'est malheureusement pas le seul à avoir été bloqué à l'entrée. "Anne Boitel (auteur de *Le camp de Rivesaltes 1941-42*), ainsi que le directeur de l'OSE (*Œuvre de Secours aux Enfants*), Jean-François Guthmann, sont également restés à la porte. C'est une honte", s'indigne-t-il. Zèle des contrôleurs, embrouillamini dans les invitations, confusion d'horaires, mécontentement de certains élus... Après Jean-Marc Pujol, président de l'Agglo de Perpignan, qui dénonça la partisanerie des invitations, la polémique continue de faire rage ».

Après moultes démarches, quelques représentants du CIIMER (dont l'AAGEF-FFI) ont été admis à découvrir les lieux le 19 octobre. L'article ci-dessous fait suite à cette visite.



Avant même la défaite républicaine de février 1939

Dès la première ligne du panneau consacré à "la Retirada" (ci-dessus) il est question de : "la **défaite républicaine de février 1939**". Oui "la Retirada" a eu lieu en février 1939. Mais :

NON, il n'est pas correct d'affirmer que la défaite républicaine date de février 1939

Cette incorection est répétée dans *l'Humanité* du 15 octobre. Interviewé, Denis Peschanski, président du "conseil scientifique" (et à ce titre : responsable du contenu du Mémorial de Rivesaltes), déclare :

« En fait, à la différence de ceux qu'on appelle les "camps de la Retirada", **construits ou mobilisés juste après la défaite de la République espagnole en 1939, Rivesaltes ouvre plus tardivement.** ».

Denis Peschanski, auteur de *La France des camps* (Gallimard, 2002), sait parfaitement que les principaux camps de concentration français ont ouvert ou rouvert* début février 1939 (fin janvier pour ce qui est de Rieucros). Donc, en affirmant sans ambages que ces camps furent « **construits ou mobilisés juste après la défaite de la République** » il ne tient pas compte du fait que la victoire de la coalition Franco-Hitler-Mussolini-Salazar a été proclamée le 1^{er} avril 1939, pas avant.

Il méconnaît ou mésestime la gravité des événements de février-mars 39 :

a) Début février, la France (la 3^e République) développe une politique de "**NON ASSISTANCE à Républicains en danger**", prolongeant la politique de **NON INTERVENTION** :

- aucune aide militaire en février-mars 1939 pas plus qu'avant,
- enfermement (en plein air !) des deux tiers des réfugiés (soldats), plusieurs semaines durant, dans des conditions odieuses,
- obstruction au retour de combattants par la mer vers Valence ou Alicante,
- aucun soutien (puis carrément : entraves) au fonctionnement des légitimes institutions républicaines passées en France.

b) Le 27 février 1939, via les accords *Béard-Jordana*** , la France reconnaît le "gouvernement du généralissime [sic] Franco" siégeant... à Burgos ! C'est un acte majeur marquant l'**ABANDON de la République espagnole**.

c) Quelques jours après, la France (la 3^e République) désigne un ambassadeur... un certain Pétain, auprès de Franco... à Burgos.

d) La reconnaissance du régime fasciste de Franco, ce 27 février 1939, décide **Manuel AZAÑA** à démissionner de la présidence de la République ; ce geste, il l'avait envisagé auparavant, au moment de quitter l'Espagne... Mais il ne l'a réalisé que lorsque **la République française** – qu'il admirait tant – **a pacifisé officiellement avec les putschistes**.

L'abandon français (et, simultanément, britannique) puis le renoncement du président espagnol ont contribué à diviser les républicains.

e) Dans ce contexte, le colonel Casado déclenche un soulèvement contre le gouvernement de **Juan NEGRÍN**, le 5 mars 1939 à Madrid***. On estime que, en une semaine, 2 000 personnes furent tuées, soit plusieurs fois davantage que lors des événements de mai 1937 à Barcelone. Trois semaines après, les franquistes occupent la capitale, aidés de troupes italiennes et coloniales.

L'Histoire ne peut être raccourcie, élaguée. Et les contre-vérités doivent être corrigées. Ainsi :

Il est faux que

« **Les premiers internés arrivent au camp de Rivesaltes le 14 janvier 1941** »

Cette assertion – fautive, nous le démontrons ci-après – figure en titre sur la table de présentation du camp (voir photo en bas de page).

Quoique fautive, elle est publiée aussi, sans la moindre réserve, dans *l'Humanité* du 15 octobre. A la question : « *Quand le camp de Rivesaltes a-t-il été créé ?* », Denis Peschanski répond : « *Les premiers convois d'internés arrivent le 14 janvier 1941.* ».

Voici ce qu'on lit dans *Le memento chronologique du Camp de Rivesaltes*, écrit par Roger Barrié, publié en 2010 par : Musée Mémorial du Camp de Rivesaltes - Conseil Général des Pyrénées Orientales :

- p. 29, « 5 février 1940 Rivesaltes - Formation de deux compagnies de travailleurs espagnols, soit 500 hommes provenant des camps d'internement du Barcarès, de Saint-Cyprien et d'Argelès. »
- p. 29, « 30 avril 1940 Rivesaltes - Arrivée depuis un mois de 642 espagnols "miliciens internés" et départ d'une compagnie de travailleurs espagnols. »
- p. 29, « 20 mai 1940 Rivesaltes - Effectif du camp militaire : 11 889 personnes (soldats et travailleurs). »
- p. 31 : « 6 septembre 1940 Rivesaltes - Départ le matin de brigadistes internationaux de la guerre civile d'Espagne vers Albi, "en vue de leur remise aux autorités allemandes" ; »
- p. 35 : « 1^{er} janvier 1941 Rivesaltes - 56 réfugiés espagnols arrivent pour aménager ce camp ; »
- p. 35 : « 14 janvier 1941 Rivesaltes - Ouverture du camp aux premiers internés ; »

Notes :

Suite en page 5

* Des camps de concentration existaient en France, sous ce nom, pendant la Guerre de 1914-1918 : voir p. 4 du bulletin 137.

** Ces accords prévoyaient l'attribution aux factieux de tous les avoirs de la République espagnole présents en France (dont 40 tonnes d'or gelées jusqu'alors à Mont-de-Marsan).

*** Le colonel Casado préparait sa trahison depuis longtemps. Voir par exemple : *El desplome de la República* (Ángel Viñas y Fernando Hernández Sánchez, Crítica, 2009), *Madrid 1939* (Ángel Bahamonde, Càtedra, 2015).



Donc, selon Roger Barrié :

- Des Espagnols requis dans des CTE - dont le statut était militaire - étaient basés à Rivesaltes dès le début 1940 ; étaient-ils des *internés* qui - comme plus tard les harkis de Rivesaltes - pouvaient quitter le camp dans la journée pour travailler à vil prix, ou étaient-ils carrément des *prisonniers* ?
- Les brigadistes qui en 1940 quittèrent Rivesaltes pour être remis aux Allemands étaient eux, de toute évidence, *prisonniers*.

Ces affirmations de Roger Barrié, contredisent celle qu'il formule ensuite p. 35 : « 14 janvier 1941 Rivesaltes - Ouverture du camp aux premiers internés ». Pourquoi ?

En fait, le 14 janvier 1941 n'est qu'une étape dans l'évolution du camp militaire d'origine : à cette date, il est officialisé (c'est-à-dire : formalisé) qu'une partie du vaste terrain militaire est affectée aux *indésirables* (étrangers, juifs, tsi-ganes...) retenus administrativement, dans un cadre maintenant purement civil. Mais, au 14 janvier 1941, de nombreuses personnes ont déjà été internées (ou détenues ou prisonnières ou reléguées) à Rivesaltes.

En 1946, le docteur Joseph Weill, président du *Comité d'aide aux réfugiés* et responsable de l'OSE (*Œuvre de Secours aux Enfants*) a publié un rapport intitulé : *Contribution à l'histoire des camps d'internement dans l'anti-France* (Éditions du Centre, Paris). Il indique que, au 20 novembre 1940, à Rivesaltes : « Des milliers d'enfants habitent les baraques avec leurs familles. La promiscuité les expose aux plus grands risques. ».

Le *Mémorial du camp de Rivesaltes* a donc tort de continuer à exposer que le : « 14 janvier 1941 - Les premiers internés arrivent au camp de Rivesaltes ». **Il faut corriger.**

De même, Denis Peschanski a eu tort de déclarer à l'*Humanité* : « Les premiers convois d'internés arrivent le 14 janvier 1941. ».

Notons que dans *Le camp de Gurs - 1939-1945* (éditions J & D, 1993) Claude Laharie réfère souvent au rapport du docteur Weill et évoque (p. 142) le transfert d'Espagnoles fin octobre 1940 vers « Rivesaltes spécialisé alors dans "l'hébergement" des réfugiés espagnols ne disposant d'aucun moyen de subsistance ».

Les passages de l'ouvrage du docteur Weill témoignant que des milliers de femmes et enfants sont internés à Rivesaltes en novembre 1940, sont évoqués par Pierre Marqués dans *Les enfants espagnols réfugiés en France 1936-1939* (auto-édition, ISBN n° Ap2-9507686-0-1, Paris, 1993, p. 170) et par Joël Mettay dans *L'archipel du mépris - Histoire du camp de Rivesaltes* (Éditions Trabucaille, 2001, p. 35).

Au début de cet article, citant l'*Indépendant* du 21 octobre 2015, j'indiquais que le directeur actuel de l'*Œuvre de Secours aux Enfants*, Jean-François Guthmann, s'était indigné des difficultés rencontrées pour participer à l'inauguration du *Mémorial de Rivesaltes*. Au nom de l'AAGEF-FFI, je lui exprime notre solidarité, ainsi que notre gratitude à l'égard de son éminent prédécesseur : le docteur Joseph Weill, grâce à qui des bribes de l'histoire des internés de 1940 sont parvenues jusqu'à nous.

Henri Farreny

De toute évidence, le « Conseil Scientifique » du *Mémorial du camp de Rivesaltes* a mal fonctionné. Trop fermé, trop centré sur son président, il a produit un récit entaché d'erreurs, de lacunes et de non-dits. Un récit qu'il convient d'ajuster sans tarder, avec rigueur.

Lors de l'inauguration du 19 octobre, le président du Conseil Scientifique étant absent, personne d'autre n'a pu intervenir au nom de cet organisme, tandis que le cabinet d'architecture était efficacement représenté par un de ses membres.

Renforcer le Conseil Scientifique par la pluralité des qualifications

La mission culturelle et pédagogique du *Mémorial du camp de Rivesaltes*, établissement public d'envergure internationale, ne peut s'exercer correctement qu'en optant résolument pour une gouvernance collégiale **au service de l'Histoire, pratiquée comme une science : avec esprit critique, donc pluralisme des compétences, sans prés-carrés ni tabous.**

Ouvrir les débats, confronter les sources et les travaux

Carmen Negrín, présidente du *Conseil de Pilotage du Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine* (CIIMER, réunissant 48 associations) et Henri Farreny, secrétaire, ont écrit en ce sens à plusieurs reprises aux élus régionaux responsables du *Mémorial*, avec information simultanée en direction des ministres concernés : Anciens Combattants, Culture, Éducation, Justice. *A suivre !*

Ces camps de concentration qu'un ministre de Pétain voulut renommer parce qu'ils étaient mal famés...

Dans ces colonnes, nous avons souvent évoqué la circulaire édictée le 10 janvier 1941 par Marcel Peyrouton, ministre de l'intérieur de Vichy, à l'intention des préfets de la « Zone Libre » principalement. En voici un extrait essentiel (la typographie est respectée)⁽¹⁾ :

DESIGNATION DES GROUPEMENTS D'INTERNES:

Vous voudrez bien désormais; pour éviter toutes nouvelles confusions, utiliser les termes ci-après précisés pour désigner les divers groupements d'internés :

Les formations du VERNET et du RIEUCROS doivent être appelées CAMP DE CONCENTRATION, les étrangers qui s'y trouvent sont des internés. GURS, ARGELES (et toutes nouvelles formations qui seraient créées à l'avenir) doivent être appelés CENTRES D'HEBERGEMENT les étrangers qui s'y trouvent sont des HEBERGES.

Nous avons maintes fois souligné que cette circulaire était motivée par le souci pétainiste d'esquiver la mauvaise réputation (fin 40) des camps de concentration français, à l'étranger notamment. Voici un extrait d'un courrier⁽²⁾ de Vichy auquel était joint la susdite circulaire :

NOTE

Pour Monsieur le DIRECTEUR GENERAL de la SURETE NATIONALE

Sur la terminologie en matière d'internement.

L'effet regrettable produit à tort dans certains pays, par

notre politique "d'internement" provient en partie de la terminologie utilisée pour désignation des lieux où sont dirigés les internés.

Le terme "camp d'internement" est couramment employé. or, il s'agit le plus souvent, en réalité, de centres d'hébergement pour étrangers en surnombre ou démunis de ressources et qui n'ont commis aucun acte de caractère répréhensible. Certes les lieux où sont réunis les internés présentent encore le plus souvent, et pour des raisons de force majeure, les caractéristiques d'un internement plutôt que celles d'un hébergement. Ce n'est pas néanmoins une raison suffisante pour consacrer la chose par une dénomination officielle d'autant plus que cette situation ira en s'améliorant au fur et à mesure des aménagements prévus ou en cours.

Il ne s'agit pas seulement d'une question de mots.

Le fait de déclarer que des étrangers sont conduits dans des "camps d'internement" et de les appeler "internés" pour la seule raison qu'ils sont nécessairement heurtés l'opinion qui, à l'étranger (et même en France) n'est pas informée des réalités qui correspondent à ces termes.

On sait l'usage fait dès les années 1933-1934 contre l'Allemagne nazie de ses camps de concentration. Nos camps ont déjà suscité des campagnes à l'étranger, par exemple aux Etats-Unis ou en Suisse. On connaît également la propagande menée au-delà des Alpes à l'aide des prétendus mauvais traitements infligés aux Italiens dans ces camps. Rien ne doit être négligé pour éviter qu'une mauvaise interprétation soit donnée à la politique que les événements nous contrai-

gnent de suivre à l'égard des étrangers qui se trouvent sur notre sol.

C'est pourquoi la terminologie suivante sera désormais employée :

Les camps du VERNET et du RIEUCROS, qui sont effectivement répressifs, et où sont dirigés les individus dangereux, seront toujours désignés par les termes de "camps de concentration" et ceux qui y résident par le terme "internés". Les autres camps, GURS, ARGELES, ceux que les circonstances nous amèneront à organiser, seront désignés par le terme "centre d'hébergement" et les réfugiés qui s'y trouvent par les termes "hébergés".

Ces précisions seront portées à la connaissance des Préfets par la circulaire ci-jointe.

Lors d'un colloque aux *Archives Nationales*, le 1^{er} octobre, j'ai attiré l'attention de l'assistance sur cette circulaire ignorée⁽³⁾ et ses édifiantes motivations. J'ai souligné que proscrire l'usage de la dénomination *camp de concentration* dans les matériels produits pour lancer le *Mémorial de Rivesaltes*, n'était ni légitime ni neutre eu égard à la réalité historique.

HF

(1) *Archives Nationales* : MIC/3W/310.

(2) *Archives Nationales* : F/716034.

(3) Cette circulaire n'étant pas citée dans *La France des camps* de Denis Peschanski (2002) j'ai invité l'auteur à bien vouloir la prendre en considération.

Toujours résistante : Mélanie BERGER



Nous l'avons rencontrée le 24 octobre 2015 lors du Conseil national de l'ANACR, au sein de laquelle elle milita depuis des décennies. Née le 8 octobre 1921 à Vienne (Autriche), militante antinazie, **Mélanie BERGER** doit quitter son pays après l'Anschluss (mars 1938).

En France, en 1941, elle diffuse des tracts parmi les soldats de la Wehrmacht. Arrêtée par la police française à Montauban le 26 janvier 1942, elle est condamnée le 18 décembre 1942 à 15 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour par la Section spéciale de Toulouse.

Elle est incarcérée à la prison Saint-Michel de Toulouse puis à la prison des Baumettes à Marseille. Après 2 ans de détention, aidée par la Résistance extérieure, elle s'évade. Pour cette raison, par contumace, elle écope d'une peine supplémentaire.

Elle poursuit la lutte jusqu'à la Libération, après laquelle elle épouse **Lucien VOLLE**, chef en Haute-Loire du groupe Lafayette.

Quatre-vingt quatorze ans et toujours Résistante, bravo et merci Mélanie !

Santa Cruz de Moya, haut-lieu des maquis d'Espagne



Les 3 et 4 octobre, se tenaient à Santa Cruz de Moya les XVI^{es} Jornadas El Maquis et le XXVII^e Día del Guerrillero, sous l'égide de nos amis de La Gavilla Verde (association membre du CIIMER).

Bernadette et José González, qui représentaient respectivement MER 82 et l'AAGEF-FFI étaient porteurs aussi de messages de Carmen Negrín - présidente du Conseil de Pilotage du CIIMER - et de Tony Martínez, président du Comité d'Animation du CIIMER.

Ils ont participé à la cérémonie d'hommage aux guérilleros de la Agrupación Guerrillera de Levante y Aragón (AGLA), tombés le 7 novembre 1949 au Cerro Moreno*.

En présence de plusieurs centaines de personnes, José a pris la parole devant le Monumento a los Guerrilleros, érigé ici en 1991 :

« Muchos republicanos, en los maquis de Francia y luego en España, dieron su juventud y algunos su vida para defender los valores republicanos. Aquí una represión feroz y el olvido organizado echaron un manto de plomo. Allí, en Francia, de manera más insidiosa, un mismo olvido fue ganando terreno. Pero hemos conseguido traer a la luz de la actualidad hombres como : **Conrad MIRET i MUSTÉ, Jose BARÓN CARREÑO, Pablo SÁNCHEZ, Salvador ESTRADA DILMER...**

Mi presencia en Santa Cruz es la marca de ese empeño en difundir la historia de la Guerrilla española, aquí como en Francia. Un empeño que nos impone un deber de cooperación y de ayuda mutua ».

* Dont **Miguel SORIANO MUÑOZ**, mari et père de nos camarades María, Elena et Encarn.

Hommage continu à Conrad MIRET



9 octobre 2015
Claudine Aupetit
et Marta Bolea

Depuis son inauguration, le 13 juin 2014 (cf bulletin n° 134), la stèle apposée sur la muraille de la Prison de la Santé stimule la curiosité historique de nombre de Parisiens et visiteurs.

Désormais, à travers la figure de **Conrad MIRET i MUSTÉ**, la lutte des résistants précoces de la Main d'Oeuvre Immigrée (la fameuse MOI) est valorisée au coeur de la capitale.

L'AAGEF-FFI et ses amis continuent d'agir pour qu'hommage soit rendu aussi à d'autres grands résistants espagnols tombés à Paris.

Cornellà de Llobregat, haut-lieu de la lutte antifranquiste



Hommage aux victimes du franquisme

Au centre : Paco Ruiz, président d'honneur
A droite, en bleu : Tina Merino, secrétaire



La délégation de l'AAGEF-FFI, de gauche à droite :
Joan, Henri, Sidonie, Rosina et Raymond

Le 10 octobre, l'Associació per a la Memòria Històrica i Democràtica del Baix Llobregat (membre du CIIMER) présentait un nouveau numéro de sa revue annuelle, consacré cette fois à **La Guerre de 36-39 et la répression franquiste dans les Baléares**. Ce très intéressant numéro, coordonné et préfacé par David Ginard i Féron*, est disponible auprès des sections de l'AAGEF-FFI (rsg44@hotmail.fr).

Cette soirée, qui marquait le 10^e anniversaire de l'association, fut aussi l'occasion de rendre

hommage aux membres fondateurs, tout particulièrement : **Paco RUIZ ACEVEDO** maintenant président d'honneur.

L'AAGEF-FFI exprime sa fraternelle affection à Paco, vaillant Andalou qui a combattu la dictature en Catalogne dans la période 1955-1975, ce qui lui valut d'être emprisonné.

* D.G. a publié en 2000 (Documenta balear) son excellente thèse sur **Heriberto QUIÑONES**, extraordinaire lutteur antifranquiste - communiste - fusillé en Espagne le 2 octobre 1942.

Barcelone, 75^e anniversaire de l'exécution de Lluís COMPANYS

Le 13 août 1940, le président de la Généralité, réfugié en Bretagne, fut livré à des policiers franquistes bénéficiant de la connivence des occupants allemands. Il fut fusillé le 15 octobre 1940 à Barcelone, dans les fossés du château de Montjuich. Sur cette colline, près des fosses communes où furent jetés des milliers de suppliciés, un mausolée lui est consacré. Une délégation de l'AAGEF-FFI a participé à la cérémonie marquant le 75^e anniversaire.

Elle s'est inclinée aussi devant d'autres stèles rappelant les crimes franquistes, dont celle qui fut installée par l'Amical dels Antics Guerrillers Espanyols (AAGE, issue de l'AAGEF-FFI).



Un siglo ejemplar: Virgilio PEÑA



Un nuevo documental ha sido dedicado a la **figura extraordinaria** de nuestro camarada-**Virgilio PEÑA** * : en

el sitio www.youtube.com, teclear: "**miliciano Virgilio Peña**"; pinchar la foto que aparece (similar a la de aquí arriba) o el título: "**Miliciano Virgilio Peña, 102 años de resistencia antifascista. Héroes de la República**".

Sí, una figura extraordinaria, porque Virgilio, nacido el 2 de enero de 1914, después de militar en los sindicatos de campesinos de Andalucía y en la *Juventud Comunista*, luchó con las armas casi 3 años para defender la República; participó a la Resistencia en Francia y fue deportado a Buchenwald.

Sí, una figura extraordinaria, porque no sólo ha mantenido durante un siglo sus ideales de libertad, igualdad, fraternidad, sino que es capaz de contar su rico recorrido con una fuerza, una sutileza y un humor que dan gusto.

Dentro de pocos días, Virgilio festejará sus 102 años con su familia cerca de Pau. ¡**Feliz cumpleaños querido Virgilio!** ¡**Próspero Año Nuevo!** ¡**Mil gracias por tu ejemplo!**

* Ver nuestro boletín n° 133, página 3.

A Prayols (09), nouvelle stèle rappelant la bataille du 20 août 1944

- 1 : Nadine Cañellas, vice-prés. AAGEF Aude
- 2 : Jeanine Garcia, prés. AAGEF Ariège,
- 3 : Henri Farreny, prés. AAGEF
- 4 : Nadège Denjean Sutra, conseillère départem.,
- 5 : Martine Esteban, maire de Varilhes, cons. dép.,
- 6 : Francis Laguerre, maire de Prayols,
- 7 : Adolfo Pastor, représentant Santa Cruz de Moya
- 8 : Sidonie Bakeba, AAGEF
- 9 : Jeanine Pascal, présidente de PRMF



Mercredi 14 octobre 2015, la mairie de Prayols * a procédé à l'inauguration d'une stèle de reconnaissance aux résistants qui livrèrent ici bataille, le 20 août 1944, au lendemain de la libération de Foix. Sous la plaque transparente, un impact de balle reste visible.

A l'invitation du maire, Francis Laguerre, Henri Farreny a mentionné les noms de quelques Espagnols tombés en Ariège, dont : **Jesús RÍOS** - premier chef national du *XIV Cuorpo de Guerrilleros Españoles en Francia* - tué par la Milice le 24 mai 1944 à Gudas, **José FERNÁNDEZ** tué le 19 août 1944 à Foix, le capitaine **José REDONDO** tué le 20 août à Prayols. Il a rappelé aussi les noms des chefs de

la 3^e Brigade d'Ariège : **Victorio VICUÑA (comandante Oria)** en 1942-43, **Ángel MA-TEO** en 1943-44 et **Pascual GIMENO (comandante Royo)** à partir de mi-juin 1944.

A noter : le père de Jeanine Garcia, présidente de l'AAGEF-FFI en Ariège et vice-présidente nationale, **Ángel RODRÍGUEZ, cénétiste**, a participé aux combats de Prayols.

* A Prayols se trouve le Monument national des guérilleros, érigé en 1982 par l'AAGEF-FFI, grâce à une souscription populaire, sur le terrain que la municipalité d'alors lui avait offert pour 1 franc symbolique. Le maire était Jean Laguerre, grand oncle du maire actuel.

Correo de otra amiga andaluza

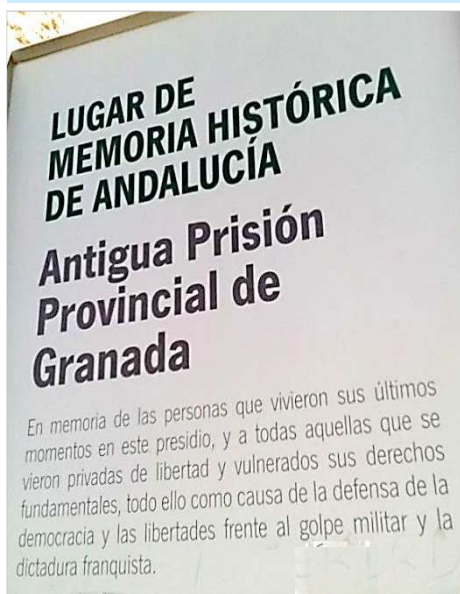


Foto tomada el 3 de agosto de 2015

« Es la antigua cárcel de Granada; la han demolido dejando solo la puerta y lo que más me ha gustado es el panel que han puesto en homenaje a los que han sufrido en este sitio, la detención y hasta la muerte, reconociendo que lucharon por la democracia, entre ellos mi padre que estuvo encarcelado ahí »

Mary Carreras

Mary vive en Granada; su padre, **Manuel CARRERAS MARTÍN** estuvo prisionero en esta cárcel en 1949. Gracias Mary, y contigo un pensamiento doloroso y cariñoso para todos los represaliados por el franquismo.

A Dunes (82), les drapeaux des guérilleros chaleureusement invités



Le maire Alain Alary (écharpe) puis Christian Astruc (cravate) saluent nos porte-drapeaux, ici, de dos, Rodolfo Rubiera

Jeudi 12 novembre, Christian Astruc, nouveau président du *Conseil départemental du Tarn-et-Garonne*, a reçu longuement et très aimablement une délégation du CIIMER composée d'Antoine Aznar, Henri Farreny et José González (Carmen Negrín et Tony Martínez étaient excusés). Une telle rencontre avec le CIIMER n'avait jamais été acceptée par l'ancien président Jean-Michel Baylet.

A l'issue de l'entrevue, Christian Astruc a souhaité expressément que les drapeaux des guérilleros espagnols soient présents à la cérémonie qu'il allait présider le 21 novembre à Dunes, village dont il fut longtemps le maire.



Antoine Aznar portant un autre drapeau des guérilleros

Le 23 juin 1944, Dunes a été martyrisé par une unité de SS venus de Valence d'Agen : 11 hommes ont été pendus et 3 autres abattus. Le 11 novembre 1948 la commune a reçu la Croix-de-Guerre avec étoile d'argent.

Ce 21 novembre 2015 a été inaugurée une *esplanade du Général de Gaulle*. Rappelons que celui-ci déclara, le 17 septembre 1944 à Toulouse : « **GUERRILLERO ESPAGNOL / JE SALUE EN TOI TES VAILLANTS COMPATRIOTES / POUR VOTRE COURAGE PAR LE SANG VERSE / POUR LA LIBERTE ET POUR LA FRANCE / PAR TES SOUFFRANCES TU ES UN HÉROS / ESPAGNOL ET FRANÇAIS** » (cf bulletin n° 138).

Les guérilleros et leurs amis n'ont pas oublié.

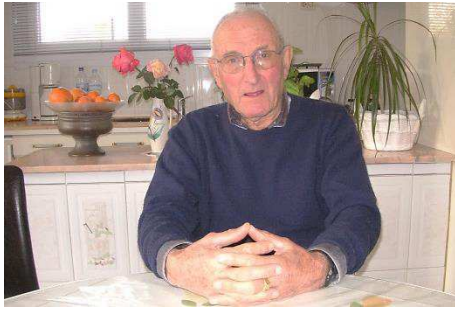
40 ans après Franco, AHORA, MADRID

La municipalité élue au printemps 2015, sous le titre **Ahora Madrid** a programmé pour 2016 la suppression d'une trentaine de noms de rues honteusement conservés jusqu'ici.

Ainsi disparaîtra le *Pasaje General Mola* (un instigateur du *golpe* de 1936). Disparaîtront

aussi : la *Calle Francisco Iglesias* (un des responsables du *Masacre de la Carretera de Málaga* : voir bulletin AAGEF n° 138), la *Plaza de Arriba España*, la *Calle del General Yagüe* (criminel surnommé *el carnicero de Badajoz*), la *Calle de los Caídos de la División Azul*, etc.

A Madrid, enfin, les temps changent.



Nous perdons un ami, un vétéran, un guérillero. Né le 1^{er} d'août 1921 à Sariñena, dans la province de Huesca, en Aragon, **Antonio LARROY MASUERAS** est décédé le 16 novembre 2015, à 94 ans.

Lorsque la guerre d'Espagne éclate, Antonio n'a que 15 ans. Il va connaître la guerre et ses souffrances. Après la chute du front d'Aragon aux mains des franquistes, toute sa famille - qui est républicaine - doit quitter l'Espagne.

Dans la neige et le froid de novembre 1938, Antonio, Francisco son frère et les parents partent à pied, franchissent la frontière française. De là, ils sont déplacés dans l'ouest de la France puis renvoyés par les autorités en Espagne à Gérone.

Hélas cette trêve ne peut durer. En février 1939, au moment de la chute du front de Catalogne, ils repartent pour l'exode. C'est une seconde *Retirada* pour Antonio, Francisco et leurs parents : un exil douloureux.

Antonio va rester plus d'un an au camp de concentration du Barcarès dans les Pyrénées Orientales. Le froid, la faim, les humiliations seront son quotidien et celui de presque tous les Républicains espagnols réfugiés en France.

Comme Antonio est jeune et courageux, on lui propose de quitter le camp pour travailler dans l'agriculture ; à Saint-Roman, Massillargues-Atuech. Hélas, la guerre a éclaté en France aussi et Antonio sera traqué dès 1942 par la Milice française, parce qu'il est Espagnol !

Antonio et Francisco sont arrêtés et menottés. Ils sont obligés de suivre à pied les miliciens qui sont sur des vélos, jusqu'à Anduze. Puis transférés à Miramas avec en perspective : un camp de concentration nazi ! Par chance, il n'y a pas suffisamment de prisonniers pour remplir tous les wagons ! En attendant l'heure fatale, les deux frères doivent décharger les trains de leurs lourdes cargaisons : des sacs de ciment destinés à la construction des fortifications allemandes en Méditerranée.

Conscients du sort qui les attend, ils réussissent à s'évader en se cachant dans un train en partance pour Nîmes. A leur arrivée en gare, ils sont arrêtés. Menottés et battus, ils passent la nuit dans l'école Talabot. Libérés par la suite, nos deux amis retrouvent les Cévennes, et vont grossir les rangs de la Résistance.

Antonio va rejoindre la 21^e Brigade (Gard) de la *Agrupación de Guerrilleros Españoles* lors de la ba-

taille de la Madeleine, et dans les jours qui suivent il n'hésite pas avec son frère à s'engager dans l'*Opération du Val d'Aran*. Car, son espoir, et celui de tous ses camarades, c'est : « renverser la dictature de Franco, libérer l'Espagne de son tyran et de la terreur ! ». Ils n'ont pas réussi ! Ils n'ont pas eu les aides tant espérées.

Après des années de souffrances et de sacrifices, les guérilleros doivent donc renoncer au combat et trouver des solutions de repli.

Antonio reste dans les Cévennes, terre d'accueil et d'espérance... Travailleur, courageux et droit, il rencontre Christiane et tous deux se marient le 7 octobre 1950. Ils ont eu deux beaux garçons. Ils venaient de fêter 65 années de mariage !

Cette vie, si peu ordinaire, faite d'engagement, de labeur, de courage, cette longue vie doit nous servir d'exemple ! Antonio nous ne l'oublions pas, car nous sommes fiers de t'avoir connu !

Au nom de l'*Amicale des Anciens Guérilleros FFI Gard-Lozère*, je présente à toute la famille d'Antonio nos plus sincères condoléances.

A Saint-Christol-lès-Alès, le 18 novembre 2015,

le président : **Joachim Garcia**

Le Conseil d'administration de l'AAGEF-FFI se joint à ses camarades du Gard-Lozère pour exprimer sa reconnaissance à Antonio et sa solidarité affectueuse à la famille, tout particulièrement à son frère Francisco.

HAUTES-PYRÉNÉES

Le vétéran antifasciste **Mariano RAMI** décède à 106 ans

Mars 2014, chez lui



avec Françoise Mieudou, présidente AAGEF-FFI

Né le 24 octobre 1909, en France, de parents espagnols revenus en Espagne en 1914, Mariano est mort le 14 décembre 2015 à Bordères-sur-l'Échez. Responsable syndical métallurgiste, il s'engage pour la République. Réfugié par le Perthus, enfermé à Argelès, mobilisé dans l'armée française, capturé par les Allemands, il s'évade. Plus tard il rejoint la Résistance. Sous le franquisme, des années durant, il traverse les Pyrénées, à pied, chargé de *Mundo Obrero* et autres matériels de lutte.

Le Conseil d'administration de l'AAGEF-FFI se joint à ses camarades des Hautes-Pyrénées et à ses amis du Partido Comunista de España, pour lui rendre hommage et embrasser sa famille.

Mars 2015, à Bordères, élections départementales



votant à 105 ans, avec le maire Christian Paul

Vous voulez que l'histoire authentique et complète des républicains espagnols résistants soit connue et reconnue ? Les vétérans nous le demandent : l'heure de la relève est venue. Soutenez notre action, rejoignez-nous

L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre, la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts, la lutte antifranquiste ici et là-bas, des décennies de courage et de dévouement pour la liberté

Vous voulez que l'histoire authentique et complète des républicains espagnols résistants soit connue et reconnue ?

Que vous soyez ou non descendant de républicain(s) espagnol(s) résistant(s), l'heure de la relève est venue :

Je, soussigné(e)..... né(e) le à.....

demeurant à.....

désire adhérer à l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - F.F.I.

Téléphone(s)..... Adresse internet.....

Profession..... Autre qualité.....



Formulaire coloré à copier et envoyer au **siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Cartailhac, 31 000 Toulouse**, avec un chèque de 25 € (abonnement au bulletin inclus) libellé à l'ordre de : **AAGEF - FFI**. Merci aussi pour vos dons, notamment pour améliorer cette publication. L'amicale regroupe actuellement **9 amicales locales** : Ariège, Aude, Gard-Lozère, Gironde, Haute-Garonne, Lot, Pyrénées Atlantiques-Landes, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales. **Les adhérents des autres départements sont directement membres de l'amicale nationale**, jusqu'à constitution ou reconstitution d'une amicale départementale. Contacts, courrier : aagef@free.fr

Dernière minute : **José ALONSO ALCALDE (commandant Robert)** est décédé le 17 décembre. Il avait 96 ans. Il fut en 1944 **chef d'état-major de la 3^e Brigade de l'Ariège**, sous la direc-

tion d'**Ángel MATEO** jusqu'à la mi-juin 1944, puis de **Pascual GIMENO (comandante Royo)** jusqu'à la Libération . Le 2 novembre 2015, il a participé au banquet républicain organisé par le CIIMER à Mon-

tauban (cf p. 3) ; ce fut sans doute sa dernière manifestation. A sa famille qui a souhaité que ses cendres soient dispersées en Ariège sans discours, ni cérémonie, nous exprimons notre sympathie.